

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/242

11 mai 1998

(98-1857)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

BUREAU INTERNATIONAL DES TEXTILES ET DES VÊTEMENTS (BITV)

Communication du Président du BITV

Le Président du Bureau international des textiles et des vêtements (BITV) a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 avril 1998.

Le Conseil des représentants du Bureau international des textiles et des vêtements (BITV) a tenu sa vingt-septième session du 14 au 17 avril 1998 aux Maldives et a adopté le communiqué ci-joint. Il est demandé que le texte du communiqué soit distribué, au nom des membres du BITV qui sont aussi Membres de l'OMC, comme document du Conseil du commerce des marchandises aux Membres de l'OMC pour information.

Conseil des représentants
Vingt-septième session
Maldives
14-17 avril 1998

COMMUNIQUE DES MALDIVES

Le Conseil des représentants du BITV a remercié vivement le gouvernement des Maldives d'avoir accueilli sa vingt-septième session du 14 au 17 avril 1998. La session a été ouverte par M. Abdulla Yameen, Ministre du commerce, de l'industrie et du travail des Maldives. M. Nestor Osorio (Colombie) a été élu Président de la session et MM. Ahmed Naseem, Directeur de la Direction générale de l'investissement (Maldives) et Timothy Tong (Hong Kong, Chine), Vice-Présidents.

Les représentants de l'OMC, de la CNUCED et du CCI ainsi que le Président de l'Organe de supervision des textiles (OSpT), qui avait été spécialement invité, ont fait des déclarations au cours de la session. Des déclarations ont aussi été faites par les représentants d'associations d'importateurs et de détaillants de pays développés importateurs sur des questions d'intérêt commun. Le Conseil a noté avec satisfaction ces déclarations et a reconnu la valeur de ces contributions.

Le Conseil a examiné les faits affectant l'évolution du commerce des textiles et des vêtements. Il s'est déclaré confiant que la mise en oeuvre rigoureuse de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) permettrait d'intégrer pleinement, au 1er janvier 2005, ce secteur dans le champ d'application des règles et disciplines du GATT de 1994.

Le Conseil a évalué les résultats du premier examen majeur de la mise en oeuvre de l'ATV effectué par le Conseil du commerce des marchandises (CCM) de l'OMC. Au sujet de l'importance attachée par le CCM à la nécessité de suivre et d'évaluer régulièrement les progrès accomplis dans la mise en oeuvre, il a noté que les analyses communiquées par le BITV avaient contribué à établir d'importants points de référence à cette fin.

Le Conseil a reconnu que deux des quatre pays importants qui avaient maintenu des restrictions au titre de l'AMF avaient pris des mesures positives en supprimant de manière anticipée certaines restrictions. Par contre, il s'est de nouveau déclaré gravement préoccupé du fait que les deux principaux pays appliquant des restrictions avaient décidé de reporter à la fin de la période de transition prévue par l'ATV la suppression de la quasi-totalité des restrictions. Il a engagé ces pays à prendre immédiatement des mesures pour libéraliser le commerce dans le secteur. Il a souligné la nécessité que les pays importateurs favorisent un ajustement industriel continu et autonome et une concurrence accrue sur leurs marchés afin de faciliter l'intégration du secteur des textiles et des vêtements dans le GATT de 1994.

Le Conseil a noté que le recours aux mesures de sauvegarde transitoires s'était fait moins fréquent récemment. Il espérait bien que les mesures qui pourraient être prises à l'avenir seraient conformes aux disciplines de l'ATV et aux principes établis par les décisions des groupes spéciaux.

Le Conseil a regretté que certains pays appliquant des restrictions n'aient pas assuré une augmentation significative des possibilités d'accès à leurs marchés pour les petits fournisseurs et les pays les moins avancés, comme il était énoncé à l'article 1:2 de l'ATV; il a demandé à ces pays de s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre de l'ATV et à l'OSpT d'intervenir à cette fin. Le Conseil a instamment invité tous les pays développés à prendre toutes les mesures de façon à appliquer

leurs schémas de préférences pour faciliter la croissance des exportations de textiles et de vêtements produits par les pays les moins avancés et à n'y opposer aucun obstacle.

Le Conseil a examiné l'évolution de la situation pour ce qui était du programme de travail harmonisé dans le cadre de l'Accord sur les règles d'origine et s'est déclaré déterminé à faire en sorte que le programme n'ait pas pour effet d'amoindrir ou d'interdire l'accès aux marchés. Il a exprimé sa grande préoccupation devant le recours arbitraire à des mesures antidumping répétées par un grand pays développé importateur à l'encontre des exportations de membres du BITV, qui visaient notamment des produits déjà assujettis à de sévères restrictions contingentaires. Il a noté avec appréhension qu'un autre grand pays développé importateur imposait l'obligation de visa pour des produits intégrés en l'absence de toute justification au regard des dispositions de l'OMC et il a demandé que l'OSpT examine immédiatement la question.

Le Conseil a réaffirmé la nécessité de suivre en permanence la mise en oeuvre de l'ATV. Il a souligné que l'OSpT était chargé d'examiner la conformité de toutes les mesures prises en vertu de l'Accord avec les dispositions de ce dernier et de faire en sorte qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits des pays exportateurs, surtout lorsque les mesures protectionnistes n'étaient pas conformes aux critères de l'ATV. L'OSpT devrait faire connaître ses conclusions de manière pleinement motivée.

Le Conseil a réaffirmé sa détermination de résister à toutes les formes de protectionnisme afin de faire respecter les droits de ses membres.
